

## ANNEXE Vocabulaire

**FLN/ALN** : l'ALN, bras armé du FLN apparaît le 1<sup>er</sup> novembre 1954. Avec la guerre qui se prolonge, elle passe d'une troupe de partisans constituée de 3000 hommes mal armés et mal préparés (fusils de chasse, peu d'encadrement, faible coordination) à une armée organisée et structurée. Le 20 août 1956 a lieu un congrès du FLN dans la vallée de la Soummam en Kabylie. Il met en place une hiérarchie de grades et d'unités combattantes. La principale unité est la katiba, compagnie légère de 30 à 100 hommes. Ce sont essentiellement des maquisards très mobiles qui se déplacent clandestinement et rapidement d'un point à un autre mènent des opérations de sabotages, d'embuscades, d'accrochages, d'assassinats. Les troupes de l'ALN culminent à 90 000 hommes. Mais le plan Challe en 1959 décime ses rangs. Au fil des mois, le rôle des combattants intérieurs décroît au profit des forces placées de l'autre côté des frontières tunisiennes et marocaines.

**SCA/ECPAD** : service cinématographie de l'armée française/Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense. Créé par le ministère des armées en 1915, le SCA dispose d'une filiale à Alger durant la guerre. Il est chargé de constituer des stocks documentaires répondant aux objectifs d'être intéressants au point de vue historique, de la propagande par l'image à l'étranger et d'établissement d'archives pour les opérations militaires.

**Harkis** : (en arabe, mouvement, expédition) le mot désigne les supplétifs musulmans rattachés à une unité militaire française. Leur nombre reste difficile à évaluer mais pourrait aller jusqu'à 100 000. Les raisons de leur engagement peuvent être multiples : adhésion, pauvreté, vengeance familiale, hasard...

**SAS** : fin 1955, les sections administratives spécialisées (SAS) sont créées par le gouverneur général de l'Algérie, Soustelle afin de pallier la sous-administration de l'Algérie et notamment en matière d'éducation et de santé. De nombreuses écoles sont créées permettant de scolariser la moitié des enfants algériens. Les SAS emploient des appelés comme instituteurs. Parmi leurs missions on peut ajouter l'assistance aux plus pauvres, l'établissement de liens avec la population algérienne, soutien à l'émancipation des femmes musulmanes, développement économique. Elles ont aussi un but militaire : elles sont chargées de recenser les populations permettant un meilleur contrôle, l'obtention de renseignements voire des ralliements.

**75<sup>e</sup> RIMA ou 15<sup>e</sup> RTS** : 15<sup>e</sup> régiment de tirailleurs sénégalais en garnison permanente en Algérie essentiellement dans le constantinois, devenu 75<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine en 1958. Il effectue une grande partie de sa mission dans le massif de Collo pendant la guerre. Il est dissous en 1962 après l'évacuation d'Oran.

**Hélicoptère** : l'arme essentielle de la lutte contre la guérilla. Léger, rapide, il permet d'intervenir facilement dans les reliefs difficiles des montagnes algériennes. Les opérations hélicoptérées sont une réponse apportée aux actions de guérilla de l'ALN en permettant de déposer rapidement des commandos aguerris au milieu du dispositif ennemi. Dans cette guerre les affrontements massifs n'existent pas. Les opérations sont avant tout des embuscades, des escarmouches.

**unités de parachutistes** : arrivés d'Indochine où elles ont combattu courageusement et avec des pertes importantes, les parachutistes (et notamment ceux de la 10<sup>e</sup> division parachutiste de Massu) arrivent avec un savoir-faire incontestable dans la guerre de guérilla. En janvier 1957, alors que le gouvernement est incapable de juguler les attentats qui se multiplient à Alger, ils se voient confier la lutte contre les poseurs de bombes. Les généraux Bigeard et Massu utilisent « les interrogatoires sous contrainte » et couvrent des exécutions sommaires. La stratégie est payante mais les protestations contre ces méthodes d'exception ne cessent de croître et entachent la réputation de ces troupes d'élite.

**Appelé** : avant le déclenchement de l'insurrection, certains appelés faisaient leur service militaire en Algérie : ils sont plus de 50 000 présents en Algérie en novembre 1954. L'année suivante, devant la gravité de la situation, les autorités rappellent sous les drapeaux des appelés qui ont terminé leur service militaire. La durée de service s'allonge alors de 18 mois à 27 mois (et même 30 mois ou plus). A partir de 1957, 400 000 soldats du contingent sont en permanence en Algérie. Près de 1,4 millions de soldats appelés du contingent participent à la guerre. Dans leur section (unité militaire de base d'une trentaine d'hommes maxi) les appelés mènent une vie collective faite de combats mais surtout d'activités répétitives de ratissage, bouclage, patrouille. Près de 10 000 d'entre eux meurent dans le conflit

**Politique de regroupement** : dès 1954, des « zones d'insécurité » sont délimitées. Pour éviter tout foyer d'assistance et de soutien à l'ALN, des villages sont rasés, et vidés de leur population. L'armée regroupe les familles sans logement. A partir de 1956 (doctrine de la « guerre contre révolutionnaire » par l'armée et conviction que la guerre se gagne par la conquête de l'assentiment des populations), les regroupements deviennent massifs et concernent au moins deux millions d'Algériens (soit le quart de la population et un tiers des ruraux dans plus de 2000 camps) à la fin de la guerre. L'armée française tente de rallier les populations à sa cause en les aidant et par une intense propagande. Mais dans de nombreux regroupements les conditions de vie sont déplorables. En 1959, le bilan est sans appel : la moitié des regroupés vivent dans des conditions extrêmement misérables et souffrent notamment de sous-alimentation. A quoi il faut ajouter déracinement, déstructuration de sociétés autochtones, assistanat. Bourdieu et Sayad parleront de « *paysans dépayonnés : de tous les bouleversements que la société rurale a subis entre 1955 et 1962, ceux qui ont été déterminés par les regroupements de populations sont sans aucun doute les plus profonds et les plus chargés de conséquences à long terme.* » Un rapport (général Alix) pointe le risque de transformer le pays en « un vaste camp de concentration ».